

une dynamique



nouvelle

par Yvo de Boer

Le réchauffement planétaire est indéniable. Le quatrième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) affirme que la hausse de la température moyenne du globe depuis le milieu du XXe siècle est très probablement due à l'augmentation observée des concentrations anthropiques de gaz à effet de serre. Dans l'Arctique, cette hausse a provoqué une diminution de 2,7 % des glaces océaniques par rapport à leur niveau de 1978. Ailleurs, les glaciers de montagne et la couverture neigeuse reculent. En Bolivie et au Pérou, par exemple, la surface des glaciers a régressé d'un tiers depuis les années 1970. L'évolution du climat est l'un des défis mondiaux les plus critiques de notre époque. Ses effets se font sentir sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'approvisionnement en eau, la montée du niveau des mers et la propagation des maladies transmises par des vecteurs.

Pendant que la glace continue de fondre, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques rencontre de sérieuses difficultés à convenir de ce qu'il faudra faire à l'expiration de la première période d'engagement du Protocole de Kyoto, après 2012. Les discussions internationales visant à mettre en place un régime climatique à long terme sont entravées par un désaccord de fond sur la manière d'avancer. Il est difficile de généraliser la position des différents groupes de Parties, car les situations face au réchauffement de la planète varient grandement. Les pays en développement souffrent le plus des effets négatifs liés au climat, mais ils craignent que les limites aux émissions ne compromettent leur développement économique. Les pays industrialisés, mus par leur souci de compétitivité, rechignent à s'engager dans de nouvelles mesures de réduction des émissions si les pays en développement ne bougent pas.

L'évolution du climat est un phénomène mondial qui, en tant que tel, nécessite une réponse mondiale embrassant les intérêts et les besoins de tous les pays. Les actions individuelles ne peuvent être qu'incohérentes et inefficaces. La communauté internationale a besoin d'un accord à long terme pour aborder la question du changement climatique, et d'un consensus sur la direction à suivre. La nécessité d'une réponse multilatérale est la principale raison pour laquelle le débat sur le changement climatique doit être ravivé au sein des Nations Unies.

Plus de dix années de diplomatie ont mûri le mécanisme et mis en place le marché du carbone, l'un des plus puissants leviers de la politique internationale en matière d'environnement. En 2007, il faudra revigorer les négociations relatives à un futur régime climatique, pour éviter de négliger un quelconque volet de l'action contre le changement climatique, et pour offrir une stabilité politique au marché du carbone. La communauté internationale devrait rechercher la participation des décideurs économiques et financiers, car les nouvelles préoccupations relatives à la sécurité énergétique et à la croissance économique sont étroitement liées aux actions à la lutte contre le réchauffement de la planète. Pour instaurer un climat de confiance, les Parties devraient fixer des limites à leurs délibérations, en se mettant d'accord sur d'importants éléments consensuels, exprimés sous la forme de principes. Par exemple :

- * La nécessité d'une réponse mondiale à long terme tenant compte des dernières découvertes scientifiques et compatible avec les stratégies de planification à long terme du secteur privé.
- * L'importance de voir les pays industrialisés continuer de montrer le chemin en réduisant fortement leurs émissions, compte tenu de leur responsabilité historique, de leur pouvoir économique et de leurs capacités.
- * Des engagements supplémentaires des pays en développement, en particulier les grands pollueurs.

- * La nécessité que les pays en développement bénéficient d'incitations les encourageant à limiter leurs émissions, et d'une assistance pour s'adapter aux conséquences du changement climatique, de façon à préserver les actions de développement économique et d'éradication de la pauvreté.
- * La totale souplesse du marché du carbone pour garantir son fonctionnement optimum au plan coûts-efficacité et pour mobiliser les ressources nécessaires à l'encouragement des pays en développement.

Il est temps de modifier la dynamique du mécanisme de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, pour faire de la session de la Conférence des Parties à Bali, en décembre, le début d'une nouvelle phase dans les politiques relatives à l'évolution du climat. Le débat autour du lancement, ou non, de nouvelles négociations, doit céder la place à une réflexion approfondie sur la manière dont les Parties envisagent la Convention à plus long terme. La première tâche, et la plus importante, est d'ouvrir les discussions qui façonneront un régime climatique futur. Entreront dans ce cadre, au premier chef, des négociations sur de plus amples engagements des pays industrialisés (actuellement sous la responsabilité d'un groupe de travail spécial au titre du Protocole de Kyoto) et une discussion plus large sur une coopération à long terme pour aborder la question du changement climatique, qui pourra prendre la forme d'un dialogue sous l'égide de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Ce dialogue ouvert et non contraignant doit permettre aux Parties de voir la Convention sous un angle plus large et de retenir quatre thèmes : faire progresser le développement de façon rationnelle; envisager des mesures d'adaptation; concrétiser tous les potentiels technologiques; réaliser tout le potentiel des occasions offertes par le marché.

Cette perspective plus large doit fournir aux pays l'occasion d'identifier les composantes d'un prochain régime. La technologie devra y être privilégiée, dans la mesure où elle fournit les moyens matériels de s'attaquer au changement climatique. La Convention pourrait, par exemple, renforcer ses activités de déploiement et de transfert de technologie, et songer à mettre en place des accords et des partenariats de recherche-développement en matière de technologie. L'adaptation doit ensuite être vue comme une priorité, car on ne pourra pas maîtriser entièrement les effets de l'évolution du climat. Il faudra donc créer des mécanismes pour soutenir et renforcer l'évaluation de la vulnérabilité et de l'adaptation, et intégrer l'adaptation à la planification du développement. Des connaissances précieuses ont déjà été rassemblées en l'espèce, dans le cadre du programme de travail de Nairobi sur les incidences des changements climatiques, la vulnérabilité et l'adaptation à ces changements. Enfin, la mise en œuvre de la Convention exigera des ressources financières durables, suffisantes et prévisibles. Les Parties se lanceront dans une évaluation globale des ressources financières nécessaires pour traiter tous les aspects du changement climatique, dans le but de dégager ces ressources.

Ce qui se passera en 2007 au niveau politique est vital pour l'avenir. Au fur et à mesure du temps qui passe, d'autres initiatives visant à traiter d'aspects particuliers du réchauffement de la planète se joindront probablement à celles déjà en place. La communauté internationale a la responsabilité de faire de ces initiatives des actions communes et d'éviter leur dispersion. Les gouvernements devraient consentir de grands efforts pour orienter les politiques internationales dans ce sens. La politique du changement climatique doit se réchauffer si l'on veut que les glaces de la planète demeurent gelées. 